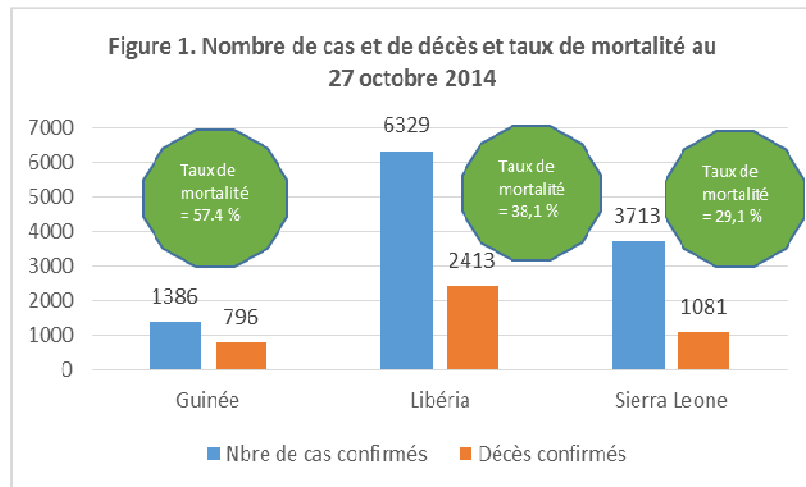


La flambée de la maladie à virus Ebola (EVD) et la dynamique des prix en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone

À travers son impact sur les prix, Ebola réduit le pouvoir d'achat des populations et augmente leur vulnérabilité

L'endigement de la propagation de la maladie à virus Ebola en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone demeure un grave sujet de préoccupation. Au 27 octobre 2014, le nombre total de cas confirmés s'élevait à 11 428, dont près de la moitié au Libéria, le tiers en Sierra Leone et plus du dixième en Guinée.



Le détail de la répartition des cas déclarés et des décès est fourni par la figure 1. Le taux moyen de mortalité s'établit à 41,6 pour cent alors que l'on comptait 70 pour cent de personnes infectées il y a trois mois. C'est en Guinée que ce chiffre est le plus alarmant puisque qu'il y atteint 57,4 pour cent. Quant au taux de mortalité chez les travailleurs sanitaires, il est le plus élevé en Sierra Leone (79,5 pour cent) et le plus faible en Guinée (53,1 pour cent)ⁱ, ce qui démontre l'urgence de veiller à ce que le personnel médical soit correctement protégé contre la maladie. Il apparaît que le taux d'infection a commencé à baisser en Guinée et au Libéria, mais il continue sa progression exponentielle en Sierra Leoneⁱⁱ.

La maladie à virus Ebola pourrait influencer sur les prix de multiples façons. Les zones communautaires et les régions les plus touchées sont considérées comme les greniers des pays situés dans l'épicentre de l'épidémie, du fait de leur potentiel agricole élevé. Par conséquent, la flambée d'Ebola entraîne un déficit imminent de la production agricole, qui pourrait provoquer une chute spectaculaire des prix alimentaires. En outre, la fermeture des ports associée à la diminution du nombre de conteneurs et de navires, et à l'augmentation des primes d'assurance maritime ont affecté les prix au débarquement des produits alimentaires et non-alimentaires importés. Par ailleurs, l'aide étrangère apportée par la communauté internationale pourrait, à terme, conduire à une dépréciation des monnaies locales, augmentant ainsi les prix locaux des biens et services importés. Enfin, le défi posé par le financement du déficit budgétaire résultant de la pression qui s'exerce



sur les dépenses publiques et de la baisse de perception des recettes collectées par l'État risque aussi de mettre la pression sur les prix. *Les effets combinés des éléments mentionnés ci-dessus et des facteurs épidémiologiques associés aux comportements d'aversion face à la maladie pourraient affaiblir le pouvoir d'achat des populations et réduire leur revenu.* Une telle situation entraîne de sérieuses incidences sur les conditions de vie et les moyens de subsistance des populations concernées, au risque d'accroître leur pauvreté et leur vulnérabilité.

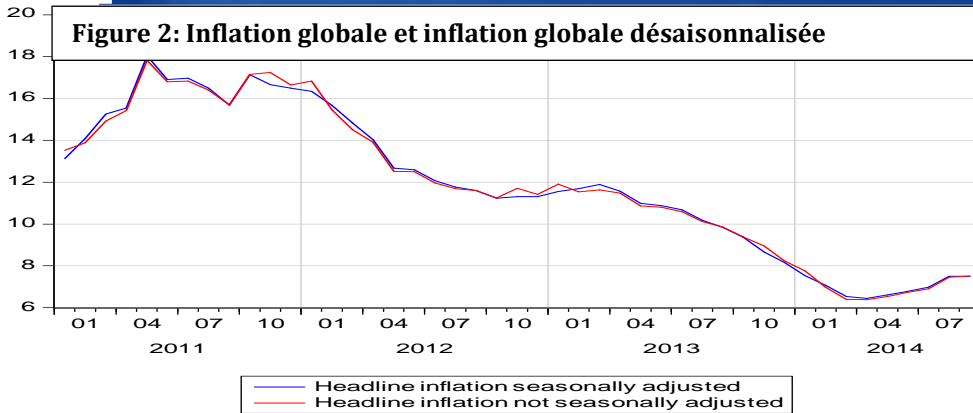
La présente note d'orientation examine la profondeur et la dimension de l'impact de la maladie à virus Ebola sur l'évolution des prix en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone.

La réduction du pouvoir d'achat est plus forte au Libéria et en Sierra Leone qu'en Guinée.

Face à l'épidémie, la réponse de l'indice des prix à la consommation, une mesure de l'évolution globale des prix, n'a pas été la même dans les trois pays cités. En raison des différentes initiatives de politique et des ripostes menées par les gouvernements concernés et de la réaction de la communauté internationale à l'égard des pays touchés, l'indice des prix à la consommation s'est avéré être relativement volatile au Libéria et en Sierra Leone, mais plutôt stable en Guinée.

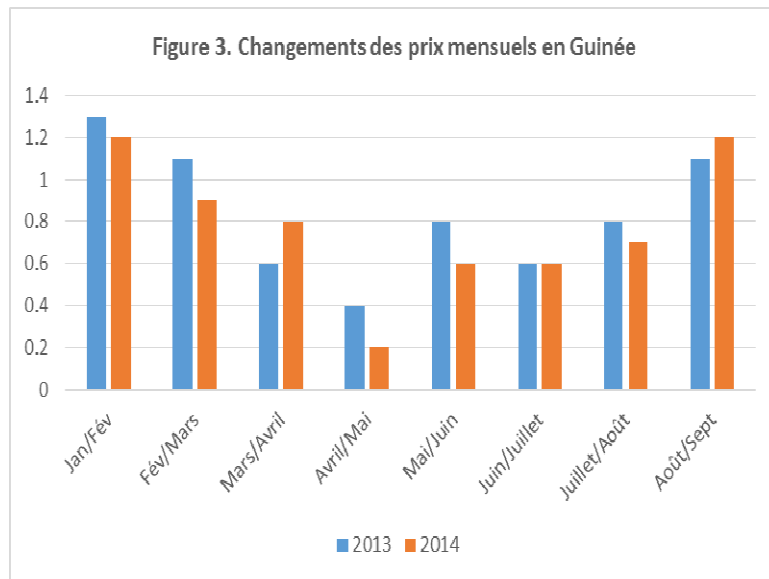
Suite à la flambée d'Ebola au Libéria, la variation globale des prix sur l'année ou le taux d'inflation globale a enregistré une hausse allant de 8 pour cent à la fin du quatrième trimestre 2013 à 8,2 pour cent à la fin du mois de mars 2014, qui s'est accélérée pour atteindre les 10,3 pour cent à la fin du deuxième trimestre. Une tendance similaire a été également constatée en Sierra Leone. Comme le montre la Figure 2, contrairement à la tendance baissière observée depuis le quatrième trimestre 2011, le niveau général des prix a progressé de façon régulière, passant de 6,39 pour cent en avril 2014 à 7,51 pour cent en septembre 2014. Le niveau des revenus restant constant, la quantité de biens et services disponibles à la vente a diminué d'environ un cinquième en Sierra Leone et de plus d'un quart au Libéria. La tendance à la hausse des prix dans ces pays peut être expliquée par différents facteurs : la perturbation des activités agricoles (à Kailahun et Kenema en Sierra Leone, à Nimba, Bong, Grand Bassa et Lofa au Libéria) ; la fermeture des frontières de la Guinée d'où provient une part considérable des importations alimentaires ; la diminution du volume des échanges avec les principaux partenaires commerciauxⁱⁱⁱ ; la pression sur la monnaie nationale résultant de la dépréciation du taux de change ; et en partie, les effets induits par déficit budgétaire.





La masse monétaire globale a également augmenté, notamment par le biais des prêts consentis aux gouvernements de ces pays pour financer leur déficit. À titre d'exemple, la masse monétaire a enregistré un accroissement de 121,6 pour cent en Sierra Leone entre mai et septembre 2014. Par ailleurs, la dépréciation de la monnaie nationale s'est fortement accentuée depuis le mois mars au Libéria et depuis le mois de juin en Sierra Leone^{iv}, contribuant dans une large mesure à la réduction du pouvoir d'achat des monnaies locales dans ces pays. Le coût du transport, qui a plus que doublé dans les régions touchées, a également contribué à la hausse des prix.

En Guinée, l'indice général des prix à la consommation a augmenté de 4,1 pour cent entre mars et septembre 2014 : la baisse du pouvoir d'achat y était marginale. Cette tendance est cohérente avec la hausse saisonnière caractéristique de cette époque de l'année (Figure 3). Elle reste comprise dans les limites du taux annuel d'inflation prévu, estimé à 8,5 pour cent, ce qui est également compatible avec les objectifs macro-

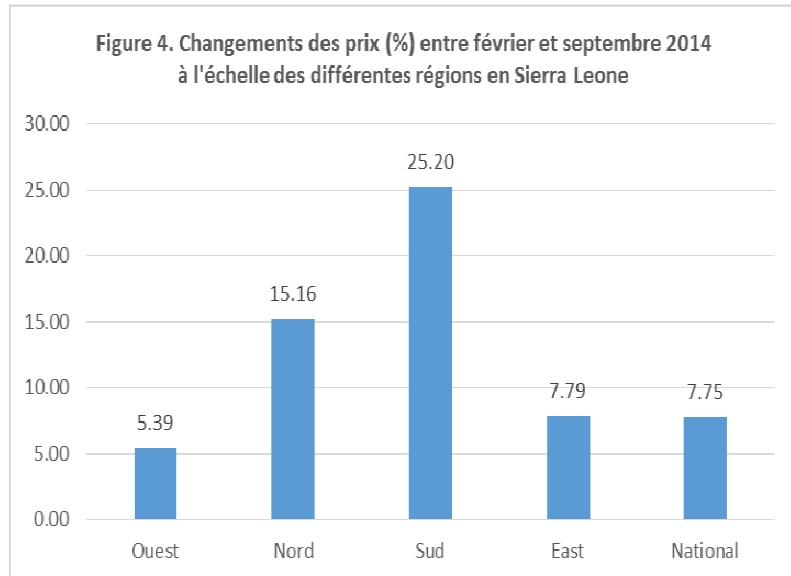


économiques fixés pour 2014. Entre janvier et septembre 2014, les taux d'inflation mensuels étaient généralement plus élevés que les valeurs correspondantes enregistrées pour les mêmes mois en 2013. Ceci est une indication que la maladie à virus Ebola n'a pas exercé d'impact perceptible sur les prix en Guinée.



La hausse des prix a été plus fortement ressentie par les populations en zone rurale qu'en milieu urbain.

Les communautés rurales ont subi davantage que les communautés urbaines les effets de la fluctuation des prix en raison de l'impact de la maladie à virus Ebola. Par exemple, l'évolution globale des prix a été de moins de 10 pour cent à Freetown, la capitale de la Sierra Leone, contre près de 18 pour cent à l'échelle de l'ensemble du pays, ce qui indique que la situation dans les campagnes était bien



moins favorable à cet égard que dans les autres régions, d'où le chiffre inférieur à la moyenne nationale qui y est associé. En Sierra Leone, on observe également des variations régionales : la tendance du mouvement des prix était à la hausse dans les régions du Nord, de l'Est et du Sud, alors qu'elle était en diminution à l'Ouest du pays. La Figure 4 montre que l'augmentation des prix est la plus marquée dans la région du Sud, la province qui compte le plus petit nombre de cas infectés. La mise en quarantaine et l'arsenal de mesures y afférentes ainsi que les restrictions aux déplacements ont diminué l'accès à la nourriture. Dans la région de l'Ouest, le fléchissement de la demande s'explique, en partie, par la déflation (c.-à-d., la baisse des prix) intervenant dans le contexte d'une offre de produits agricoles en surplus, qui dépasse la capacité de la consommation locale, en raison de la restriction imposée à la libre circulation des biens et des personnes. En effet, le manque d'accès aux marchés crée une surabondance. Une tendance similaire a été observée entre Monrovia et d'autres régions du Libéria. Par exemple, le prix d'un sac de 25 kg de riz Bellaluna à Monrovia, estimé à 17,5 dollars US en octobre, a été vendu à 21,28 dollars US dans la région du Sud-est. Cela implique que le prix que les habitants de cette région ont payé pour 25 kg de riz Bellaluna aurait permis aux Monroviens de se procurer 30 kg de la même variété de riz. La plupart des populations vivant dans les zones reculées ont été mises en quarantaine et la restriction à la libre circulation des biens et des personnes a empêché l'approvisionnement des communautés marginalisées en articles importés, ce qui explique la forte incidence de la maladie à virus Ebola sur les prix dans les zones rurales. Du fait de la hausse des prix, les moyens de subsistance se sont détériorés, les vulnérabilités se sont accrues et les inégalités se sont creusées entre les individus, les groupes et les communautés.



Une gestion efficace et proactive est essentielle pour réduire l'impact de la hausse des prix sur les populations.

La production nationale de riz, l'aliment de base le plus consommé en Afrique de l'Ouest, a chuté de 10 pour cent, principalement en raison d'une baisse de 35 pour cent de la récolte de riz dans la région de la Guinée Forestière, qui abrite près des trois quarts des cas d'infection par le virus Ebola. La production nationale de riz couvre 80 pour cent de la consommation de riz à l'échelle du pays. Comment le gouvernement de la Guinée a-t-il répondu à une aussi forte chute de la production locale ? L'importation de grandes quantités de riz a été la stratégie gagnante : 512 000 tonnes de riz ont été importées entre janvier et septembre 2014 contre 396 000 tonnes durant la même période en 2013. Cela a permis de juguler l'impact négatif du déficit de la production locale sur les prix. En Sierra Leone, le montant global dépensé en produits alimentaires entre mai et septembre a augmenté de 1,21 pour cent. La fermeture des frontières entre le Libéria et la Sierra Leone a également réduit sensiblement l'exportation du riz produit localement en Guinée vers ces deux pays limitrophes. Cependant, l'importation massive de produits alimentaires grève lourdement les réserves de change de la Guinée, ce qui constitue une réelle préoccupation, et justifie que l'on y accorde davantage d'attention en matière de politique. L'impact de la maladie à virus Ebola sur les prix de produits similaires est-il le même dans ces trois pays ?

Les fluctuations des prix touchent davantage les produits alimentaires que les produits non alimentaires.

L'effet induit sur les changements de prix est plus marqué en ce qui concerne les produits alimentaires que non alimentaires, et ce, dans les trois pays situés dans l'épicentre de l'épidémie. La Sierra Leone présente un exemple intéressant de tendances diamétralement opposées en matière d'évolution des prix appliquées respectivement aux produits alimentaires et non alimentaires. En effet, les produits alimentaires y ont subi une hausse de prix de près d'un cinquième alors que les articles non alimentaires (hors carburants), comme le tabac, les stupéfiants, les vêtements ou les chaussures ont accusé une baisse de prix de plus d'un quart de point. Durant la flambée épidémique d'Ebola, l'intérêt des populations s'est essentiellement concentré sur les produits de base, déprimant ainsi les biens non essentiels, tels que les articles électroniques. Par exemple, en Sierra Leone, le prix d'un sac de 50 kg de riz d'une marque importée qui valait 130 000 SLL avant le déclenchement de l'épidémie se négocie à 170 000 SLL depuis le début de la flambée d'Ebola, ce qui représente une augmentation d'environ 30,8 pour cent.

Une tendance similaire a été observée au Libéria : Entre mars et juin 2014, les produits alimentaires ont accusé une hausse de prix de l'ordre de 67,3 pour cent, contre 13,1 pour cent seulement pour les produits non alimentaires. Le prix d'un sac de 25 kg de riz Bellaluna affiché à 14,5 dollars US fin septembre à Monrovia est passé à 17,5 dollars US en octobre, progressant ainsi de 20,68 pour cent en l'espace d'un mois. Les prix des denrées locales telles que le manioc, la farine d'igname (gari) et l'huile ont



respectivement augmenté, entre septembre et octobre, de 150 pour cent, 100 pour cent et 53,8 pour cent. Une tendance similaire a été observée pour la viande, la farine et le sucre. Les prix des articles de santé ont également enregistré une tendance haussière.

En Guinée, les changements de prix sont certes minimes mais lorsqu'ils interviennent, ils sont plus conséquents sur les produits alimentaires que sur les articles non alimentaires. Plusieurs facteurs expliquent la relative stabilité des prix en Guinée : la baisse des échanges à l'intérieur du pays ; la restriction du commerce avec les pays de la sous-région ; et la distribution, par la communauté internationale, de grandes quantités de nourriture aux ménages et aux communautés affectées. En dépit de la stabilité des prix, le coût élevé du riz local par rapport au riz importé, qui a presque doublé, mérite d'être examiné plus en avant en termes de politique.

Dans ces trois pays, le mouvement de panique suscité par Ebola s'est traduit par des achats massifs de produits alimentaires et non alimentaires souvent utilisés pour lutter contre la maladie, tels que du chlore, des seaux ou des thermomètres infrarouges. Cela a également contribué aux tendances inflationnistes diamétralement opposées au Libéria et en Sierra Leone. Inversement, les ventes de biens non essentiels, comme les produits électroniques, ont accusé une baisse de 40 pour cent au Libéria entre juin et septembre 2014. L'effet de la hausse des prix dans le contexte de la stagnation ou la chute des revenus de la population active réduit considérablement le choix de consommation des individus et abaisse la qualité de leur niveau de vie.

Il est possible de juguler l'effet néfaste de la flambée de la maladie à virus Ebola sur les prix futurs.

Voici quelques unes des interventions stratégiques permettant d'y parvenir :

- En Guinée, au Libéria et en Sierra Leone, l'augmentation brutale des prix aggrave la vulnérabilité des pauvres et des communautés marginalisées, en particulier dans les zones rurales frappées par l'épidémie. Cette situation requiert la mise en place d'une protection sociale correctement ciblée, visant les personnes et les communautés fortement touchées par la hausse des prix.
- La fermeture des frontières réduit l'offre de produits importés susceptibles de compenser la baisse de la production nationale. Les pays concernés sont appelés à s'abstenir de fermer leurs frontières pour éviter l'impact inflationniste de telles mesures sur les pays situés dans l'épicentre de l'épidémie.
- Les gouvernements de ces trois pays ont l'obligation de soutenir leurs agriculteurs de manière stratégique afin de les aider à préparer la prochaine saison de plantation en vue d'éviter le risque de pénuries alimentaires en 2015 et au-delà. Cet appui devrait se traduire par la fourniture de plants améliorés et d'engrais, et



UNDP Africa Policy Note

par l'attribution de subventions. Il est tout aussi important de s'attaquer aux obstacles qui font que le riz local est plus cher que le riz importé.

- Il est impératif que les Ministères des Finances et les banques centrales de ces pays coordonnent efficacement les politiques budgétaires et monétaires afin de veiller à ce que les taux de change et les emprunts domestiques ne faussent pas le système des prix.
- Étant donné que la maladie à virus Ebola a considérablement nui à la saison de plantation dans les pays touchés, il appartient à la communauté internationale de renforcer son soutien en termes de fourniture de nourriture et d'articles connexes pour amortir l'effet des pénuries alimentaires et des hausses de prix qui leurs sont associées.

ⁱ Le taux de mortalité chez les travailleurs de la santé varie selon les pays. Par exemple, au 27 octobre 2014, 101 agents sanitaires avaient perdu la vie sur 127 cas déclarés parmi cette population en Sierra Leone et 43 agents étaient décédés sur 81 cas en Guinée.

ⁱⁱ En Guinée, par exemple, le taux moyen d'infection par jour, qui était en hausse constante, passant de 1,5 à 16,8 de juin à septembre, est tombé à 12 en octobre. Selon les données révisées de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), établies sur la base de nouveaux éléments de preuve validés au 27 octobre 2014, le nombre de décès cumulés a chuté au Libéria, passant de 2 705 à 2 413 morts. La maladie est fortement concentrée en une seule région en Guinée, celle de la Guinée Forestière (67 %), et dans la région nord de la Sierra Leone (34,5 %).

ⁱⁱⁱ Au Libéria, la plupart des informateurs, basés dans 14 des 15 comtés concernés, ont indiqué qu'il y avait moins de camions dans 13 des 15 comtés et moins de détaillants dans 11 des 15 comtés par rapport à l'année dernière, et que les prix étaient plus élevés aujourd'hui que l'an passé.

^{iv} En Sierra Leone, par exemple, la monnaie locale a été dépréciée d'environ 6,7 pour cent entre mai et septembre 2014, passant de 4384.02 SLL à 4700 SLL pour 1 dollar US.

